

OTC

Nouvelle rencontre entre les ministres Arménien et azerbaïdjanais

Les ministres des affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan se sont rencontrés mercredi en fin de journée pour la troisième fois en moins de deux mois lors d'entretiens organisés par leur homologue français Jean-Yves Le Drian.

Ararat Mirzoyan et Jeyhun Bayramov ont également rencontré Le Drian ainsi que les coprésidents américain, russe et français du groupe de Minsk de l'OSCE séparément avant leur entretien en tête-à-tête à Paris.

Le Drian a indiqué sur Twitter qu'il les avait réunis pour « contribuer à réduire les tensions » entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, un an après qu'un cessez-le-feu négocié par la Russie a mis fin à la guerre dans le Haut-Karabakh.

« La France reste pleinement engagée dans le groupe de Minsk », a-t-il déclaré. « Nous n'oublions pas les victimes de la guerre interrompue il y a un an ».

La première rencontre entre Mirzoyan et Bayramov a eu lieu à New York le 24 septembre en présence des coprésidents du groupe. Le ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, a organisé et présidé leur deuxième rencontre à Minsk le 14 octobre.

Selon le ministère français des Affaires étrangères, M. Le Drian a cherché à

« maintenir la dynamique » des négociations arméno-azerbaïdjanaises.

« Lors de ces différents échanges, le ministre a rappelé la volonté de la France de contribuer au renforcement du dialogue entre les parties », a indiqué un porte-parole du ministère dans un communiqué.

Selon le ministère arménien des Affaires étrangères, lors de ses rencontres à Paris, M. Mirzoyan s'en est tenu à la ligne officielle arménienne selon laquelle le conflit du Karabakh n'est toujours pas résolu et nécessite un règlement « global » basé sur les propositions de paix des médiateurs. Il a également condamné le meurtre récent par les forces azerbaïdjanaises de deux civils arméniens du Karabakh et la réticence de Bakou à libérer des dizaines de prisonniers arméniens.

Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a déclaré, pour sa part, que M. Bayramov a discuté avec le ministre arménien des Affaires étrangères et les médiateurs des moyens de normaliser les relations de l'Azerbaïdjan avec l'Arménie compte tenu des « nouvelles réalités dans la région ».

Les coprésidents n'ont pas publié de déclaration commune sur les pourparlers de Paris à la date de jeudi après-midi. Dans leur dernière déclaration publiée le 8 octobre, ils ont réitéré leur « volonté de se rendre dans la région dans un avenir proche pour discuter des prochaines étapes du processus. »

La visite n'a toujours pas eu lieu. Le Premier ministre Nikol Pashinian a suggéré au cours du week-end qu'elle est retardée par l'Azerbaïdjan, qui prétend avoir mis fin au conflit avec sa victoire dans la guerre de l'année dernière.

Le ministère russe des affaires étrangères a déclaré mercredi que les médiateurs devraient pouvoir reprendre leurs visites au Karabakh dans le cadre de leurs efforts de paix.

par [Ara Toranian](#)

2-Les Nouvelles d'Arménie

12/11/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85952

La route alternative du Syounik est prête, annonce le gouvernement arménien

Il était temps ! Alors que la route majeure reliant l'Iran à Erevan doit être définitivement abandonnée, les autorités azéries ayant décidé le 10 novembre d'étendre aux véhicules arméniens les contrôles douaniers imposés depuis le 12 septembre aux routiers iraniens sur un tronçon contesté de 21km entre Kapan et Goris, les autorités arméniennes ont annoncé que les travaux d'asphaltage de la section Tatev-Aghavni de cette route étaient terminés, et que l'on pouvait considérer comme complètement prête à l'usage la route alternative du Syounik. En dressant un état des lieux des travaux en cours sur cet axe vital pour l'Arménie, le ministre de l'administration territoriale et des infrastructures, Gnel Sanosyan, a précisé que la route Tatev-Ltsen dans le Syounik, ainsi que les routes reliant différentes communes, dont Shurnukh, Vorotan, Bardzravan, qui se trouvent isolées du fait du barrage posé par les Azéris, sont en voie de construction. "Actuellement, nous attachons une importance majeure aux travaux relatifs à la section Sisian-Kajaran. Nous avons préparé une décision du gouvernement selon laquelle la construction de cette route était tenue pour une priorité. Le processus est lancé en vue de commencer les travaux de construction en 2022", a conclu le ministre.

par [Garo Ulubeyan](#)

3-Le Courrier d'Erevan

11/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/lazerbaidjan-va-deployer-des-postes-de--controle-douanier-sur-la-route-goris-kapan-larmenie>

L'Azerbaïdjan va déployer des postes de contrôle douanier sur la route Goris-Kapan, l'Arménie prendra les mesures appropriées - Secrétaire du Conseil de sécurité de l'Arménie

La partie azerbaïdjanaise a informé qu'à partir du 11 novembre, à compter de minuit, des postes de douane seront mis en place sur la route Goris-Kapan, alors que la partie arménienne mettra également en place des postes de douane et de contrôle frontalier sur cette section de la route. C'est ce qu'a déclaré Armen Grigoryan, le secrétaire du Conseil de sécurité arménien, dans une interview accordée le 10 novembre dernier à la télévision publique.

« Aujourd'hui, la partie azerbaïdjanaise a informé la partie arménienne qu'à partir de minuit, elle assurera la fonction de contrôle frontalier et douanier sur la route Goris-Kapan, c'est-à-dire qu'elle déploiera des postes douaniers. Je tiens à préciser que la partie arménienne prendra les mesures appropriées, c'est-à-dire qu'elle établira des postes de douane et de contrôle frontalier sur cette section de la route », a déclaré M. Grigoryan, ajoutant que la partie arménienne « a commencé ce travail à l'avance ».

Le secrétaire du Conseil de sécurité a également déclaré que la route alternative Kapan-Tatev est prête, affirmant : « *Elle est prête à la fois pour le transport de marchandises et pour le passage de tout type de véhicules* ».

Il a noté que la route Erevan-Kapan est la mieux entretenue de ces 15 dernières années. « *Les communautés situées sur la route Goris-Kapan, c'est-à-dire les communautés de Shurnukh, Vorotan, Chakaten, font actuellement l'objet de travaux de construction de routes pour améliorer les routes menant à ces communautés* », a déclaré Armen Grigoryan.

4-Le Courrier d'Erevan

12/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/alexander-zinker-la-question-armenienne-nest-pas-lordre-du-jour-du-ministere-israelien-des>

Alexander Zinker : la question arménienne n'est pas à l'ordre du jour du ministère israélien des Affaires étrangères

Les relations entre l'Arménie et Israël sont au plus bas. Israël ne reconnaît pas officiellement le génocide arménien et développe rapidement une coopération militaire et technique avec l'Azerbaïdjan, qui se livre à un nettoyage ethnique et à des revendications territoriales contre la République d'Arménie. Dans ce contexte, l'opinion publique arménienne a également été fortement perturbée par la visite de l'ambassadeur israélien à Chouchi, qui est passée sous le contrôle de

l'Azerbaïdjan et dont le dirigeant de ce pays entend faire le « centre culturel islamique de l'Azerbaïdjan ». Alexander Zinker, politologue et président du Centre international d'expertise des systèmes électoraux (ICES), répond aux questions de Dialogorg.ru.

La crise politique prolongée en Israël est terminée. Yaïr Lapid (alias le premier ministre alternatif), connu pour ses résolutions pro-arméniennes, est devenu chef du ministère israélien des Affaires étrangères. L'attitude du nouveau gouvernement à l'égard de la question arménienne va-t-elle changer, et y a-t-il des conditions préalables à cela ?

La crise politique en Israël semble être terminée, une nouvelle coalition a été formée et le gouvernement a commencé son travail, mais le concept de politique étrangère et d'institutions socio-économiques est toujours en cours d'élaboration. Les dirigeants israéliens sont en train de s'accorder sur les grandes lignes d'action du gouvernement et d'approuver le budget du pays.

De nombreux efforts ont été déployés pour former la coalition actuelle, avec Yaïr Lapid, le leader du parti « Il y a un futur », qui dirige aujourd'hui le ministère des Affaires étrangères et qui, dans deux ans, deviendra le nouveau premier ministre israélien.

Fait intéressant, pendant qu'il était dans l'opposition, Lapid a déposé l'année dernière un projet de loi pour la reconnaissance du génocide arménien. Mais malheureusement, comme le montre l'histoire d'Israël et - en particulier - le travail du parlement, les politiciens, passant très souvent de l'opposition à la coalition et vice versa, votent contre leurs propres projets de loi. Espérons que cela ne se produira pas cette fois-ci. Le lobby pour la reconnaissance du génocide arménien s'est intensifié ces derniers temps et il est possible qu'à cette cadence de la Knesset, une décision soit enfin prise pour reconnaître le génocide arménien dans l'Empire ottoman.

Quant à la question arménienne en général, il est peu probable qu'elle figure à l'ordre du jour immédiat du ministère israélien des Affaires étrangères. Le ministère israélien des Affaires étrangères doit avant tout formuler un concept de collaboration avec les grands acteurs mondiaux et les pays du Grand Moyen-Orient.

En parlant des relations entre Israël et l'Arménie, il convient de noter qu'en Israël, on ne sait pas encore très bien où sera dirigé le vecteur de la politique étrangère de l'Arménie et si l'Arménie a l'intention de renvoyer son ambassadeur en Israël, dont le retrait est, à mon avis, une décision peut-être compréhensible sur le plan émotionnel, mais peu judicieuse sur le plan diplomatique. Je pense que cela aurait été beaucoup plus efficace si, pendant la guerre de 44 jours au Karabakh, l'ambassadeur arménien avait été en Israël. Pendant son séjour à Erevan, l'ambassadeur n'a pas pu aider le mouvement de protestation en Israël contre les livraisons d'armes à l'Azerbaïdjan.

Il convient de noter que, pendant la guerre, de nombreux Israéliens ont élevé la voix pour défendre la population civile du Haut-Karabakh et se sont élevés contre les livraisons d'armes à l'Azerbaïdjan. Dans ce contexte, il manquait précisément la présence d'un ambassadeur qui aurait pu rallier le mouvement.

Le dirigeant turc Erdogan a récemment parlé à son homologue israélien Herzog de la nécessité de l' « amitié ». Et comment cette constatation a-t-elle été reçue en Israël ?

Oui, Erdogan a appelé et félicité le nouveau président israélien, Isaac Herzog. Mais il convient de noter que le président en Israël, comme en Arménie, est une figure nominale, qui remplit principalement des fonctions de représentation et ne s'occupe pas des questions politiques.

La presse turque a noté dans de nombreuses publications que les deux parties ont trouvé certains thèmes communs qui « pourraient conduire à une amélioration des relations ». En Israël, cependant, les déclarations d'Erdogan sont considérées avec suspicion, car d'un côté il dit « Je veux être ami avec Israël », alors que de l'autre il qualifie Israël d' « État terroriste ».

Lorsque Erdogan est arrivé au pouvoir, il a proclamé une politique de « zéro problème avec les voisins », mais a obtenu tout le contraire. Par conséquent, tant qu'Erdoğan est au pouvoir, on ne peut guère s'attendre à des avancées positives dans les relations bilatérales. En outre, même après son départ, lorsqu'un dirigeant plus responsable émergera en Turquie, il sera difficile de modifier la dynamique des relations bilatérales. Sur cette base, on peut supposer que la Turquie continuera à être un ennemi d'Israël.

Selon les médias, Israël construit une cité intelligente dans la région de Karabakh, qui est passée sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Quelle est la position de l'Israël officiel à ce sujet, et aide-t-il au développement des régions qui sont passées sous le contrôle de l'Azerbaïdjan ?

En Israël, on parle peu de la construction d'une « ville intelligente » dans la zone qui est passée sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Seul un ancien député de la Knesset, Ayoub Kara, issu de la communauté islamique druze, s'est montré actif dans cette cause. Il s'est rendu en Azerbaïdjan et a déclaré qu'Israël pourrait participer à la reconstruction des territoires cédés à l'Azerbaïdjan, notant en particulier le développement de l'agriculture dans ce pays. En fait, il s'agit de son initiative privée.

Mais l'intérêt de divers pays et sociétés internationales à recevoir d'importantes commandes pour la reconstruction post-combat est communément admis. Un certain nombre de pays ont déjà manifesté leur intérêt, notamment la Russie, le Royaume-Uni, la Pologne et l'Italie. La Banque islamique de développement est également intéressée par une participation. Même le Belarus, qui connaît de nombreux problèmes internes, a exprimé sa volonté de participer à la reconstruction de ces territoires.

L'ambassadeur d'Israël faisait partie des diplomates qui ont visité la ville de Chouchi au Karabakh, qui est également passée sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. En Arménie, la nouvelle a été accueillie avec beaucoup de douleur et le ministère des affaires étrangères du pays a adressé une note de protestation aux pays qui avaient accepté de se rendre à Chouchi. La protestation du public arménien a-t-elle été entendue en Israël ?

Je pense que l'Arménie a bien fait d'envoyer une note de protestation aux pays dont les ambassadeurs se sont rendus à Chouchi. Quant à l'ambassadeur israélien en Azerbaïdjan, je pense qu'il était là sans le vouloir, ne considérant pas ce voyage comme une démarche politique. D'autant plus que les relations entre l'Arménie et Israël sont désormais au niveau zéro en matière d'information et de politique. Une fois encore, je regrette que l'ambassadeur arménien ait été rappelé d'Israël au début des hostilités. Les activités de l'ambassadeur arménien

pourraient combler le vide d'information qui existait pendant la guerre et renforcer l'efficacité de l'organisation des activités de défense du peuple pacifique du Haut-Karabakh.

On sait que les armes israéliennes ont été l'un des principaux facteurs contribuant au déclenchement des hostilités contre le Haut-Karabakh. Devons-nous nous attendre à un nouveau développement de la coopération militaro-technique entre Israël et l'Azerbaïdjan ?

Je ne pense pas que les armes israéliennes aient été un facteur contribuant au déclenchement des hostilités. Les facteurs décisifs dans le déclenchement de l'agression azerbaïdjanaise sont sur un tout autre terrain.

Pendant la guerre de 44 jours, de très nombreuses manifestations ont eu lieu en Israël pour demander que les livraisons d'armes à l'Azerbaïdjan soient suspendues, au moins pour la durée de la guerre, ce qui aurait été juste. Mais le ministère de la Défense n'a pas écouté la diaspora arménienne et les Israéliens ordinaires.

Ce n'est un secret pour personne qu'Israël est un grand exportateur d'équipements militaires et fournit divers pays, dont l'Azerbaïdjan. Une coopération similaire a également été proposée à l'Arménie, mais Erevan a rejeté les produits israéliens, peut-être parce que l'Arménie est membre de l'OTSC et a convenu d'une coopération militaro-technique avec la Russie. Un autre facteur important doit être noté : Israël ne coopère jamais avec les pays qui sont sous embargo sur les armes par décision de l'ONU. L'Azerbaïdjan ne fait pas partie de cette catégorie de pays, et la coopération avec lui se poursuivra donc.

Source : dialogorg.ru

5-Les Nouvelles d'Arménie

11/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85946

L'Azerbaïdjan désire faire intégrer la ville occupée de Chouchi dans la liste des Creative Cities Network de l'UNESCO



Le ministère de la Culture de l'Azerbaïdjan travaille actuellement pour faire intégrer la ville de Chouchi (Artsakh occupée) dans la liste des villes créatrices de l'UNESCO a indiqué le site azéri Minval.az. Actuellement la liste de l'UNESCO, la Creative Cities Network intègre 295 villes de 90 pays. Le président azéri Ilham

Aliiev qui parade dans la ville arménienne de Chouchi rebaptisée Shusha après son occupation veut faire de la capitale culturelle de l'Artsakh une vitrine de la culture azérie. En manque de reconnaissance culturelle, l'Azerbaïdjan déguise le patrimoine culturel arménien -ainsi que celui d'autres peuples- en culture azérie afin de compenser son manque de présence culturelle sur les terres conquises. Et au besoin, Bakou sait être généreux en pétrodollars...

Krikor Amirzayan

6-Le Courrier d'Erevan

11/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/les-armeniens-demandent-poutine-de-mettre-fin-aux-actes-de-vandalisme-commis-par-les>

Les Arméniens demandent à Poutine de mettre fin aux actes de vandalisme commis par les Azerbaïdjanais dans l'Artsakh

Lettre adressée au Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine par le Conseil de coordination des organisations russo-arméniennes concernant la destruction par des vandales azerbaïdjanais dans le Haut-Karabakh du monument au maréchal soviétique Sergueï Khudyakov (Armenak Khanferyants).

Cher M. Poutine !

Cette demande urgente nous est imposée par la poursuite des actes de vandalisme horribles perpétrés par l'Azerbaïdjan dans la partie du territoire de la République du Haut-Karabakh (République d'Artsakh) saisie en 2020.

Contrairement à la promesse d'Ilham Aliyev de préserver les monuments historiques et culturels arméniens vieux de plusieurs siècles, une politique cohérente de génocide culturel est menée dans les territoires occupés du Haut-Karabakh au su des autorités azerbaïdjanaises : d'anciennes églises, des khachkars, des cimetières et de nombreux monuments arméniens sont détruits et saccagés.

Il convient de noter que nombre de ces monuments étaient dédiés à des personnalités éminentes de la science et de la culture soviétiques, à des personnalités du parti et de l'État de l'URSS, à des soldats-héros de l'Union soviétique, ainsi qu'à des commandants militaires soviétiques renommés qui ont grandement contribué à la victoire dans la Grande Guerre patriotique. L'Azerbaïdjan s'est clairement fixé pour objectif d'éradiquer complètement la trace arménienne sur le territoire du Haut-Karabakh, où les Arméniens ont vécu pendant des millénaires, comme en témoignent les objets anciens qui parsèment l'ensemble du territoire du Karabakh.

La contribution des Arméniens du Karabakh dans tous les domaines au développement et au renforcement de notre pays commun pendant la période soviétique est considérable.

Mais de nombreux maréchaux, généraux et amiraux nés au Karabakh se sont particulièrement distingués. Il s'agit du double Héros de l'Union soviétique, Maréchal de l'Union soviétique Ivan Baghramyan (1897-1982), Héros de l'Union soviétique, Amiral de la Marine de l'Union soviétique Ivan Isakov (Hovhannes Ter-Isaakyan) (1894-1967), Héros de l'Union soviétique, maréchal en chef des troupes blindées Hamazasp Babadjanian (1906 - 1977), maréchal de l'aviation Sergey Khudyakov (Armenak Khanferyants) (1902 - 1950), maréchal des troupes du génie Sergey Aganov (1917 - 1996). Leurs noms sont immortels dans la mémoire du peuple soviétique !

Cependant, dans l'Azerbaïdjan moderne, qui adhère aux principes du fascisme et de l'arménophobie rampante, l'attitude à leur égard est complètement différente. Les monuments à la mémoire de ces personnes remarquables, ainsi que les monuments commémorant la participation des habitants du Karabakh à la Grande Guerre Patriotique, ont été détruits dans le territoire occupé de la NKR par les Azerbaïdjanais de la manière la plus brutale.

Tous les appels lancés par la partie arménienne à la communauté russe et mondiale n'ont eu aucun effet. En faisant semblant de vouloir préserver les monuments arméniens du Karabakh, Ilham Aliyev incite ses compatriotes à détruire tout ce qui est arménien. Presque chaque jour, de tristes rapports font état de la barbarie et du vandalisme azéris sur les terres du Karabakh. Tout cela montre que les Azerbaïdjanais perçoivent cette terre comme étrangère et hostile à leur égard. Cela prouve qu'elle appartient aux Arméniens.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase et nous a contraints à nous adresser à vous, a été l'information provenant des images satellites prises en juillet 2021. Dans le village de Mets Tagher, capturé dans la région d'Hadrut, en République du Haut-Karabakh (République d'Artsakh), les Azerbaïdjanais ont détruit un monument dédié à un natif du village, le maréchal de l'air Sergueï Khudyakov (Armenak Khanferyants), et ont vandalisé une maison-musée voisine du commandant et un avion commémoratif.

Pendant la Grande Guerre patriotique, Sergueï Khudyakov a pris une part active à toutes les grandes batailles. Tout au long de la guerre, ce commandant militaire talentueux a occupé des postes de premier plan dans l'aviation soviétique. Khudyakov commandait les armées de l'air, l'aviation du front, était chef d'état-major des forces aériennes de l'Armée rouge et commandant adjoint des forces aériennes soviétiques.

Sergueï Khudyakov a reçu le haut grade militaire de maréchal de l'air en août 1944, à l'âge de 42 ans. Il est devenu le plus jeune de tous les maréchaux soviétiques et le premier maréchal soviétique arménien. En février 1945, il fait partie de la délégation soviétique à la conférence de Crimée (Yalta) des chefs des trois grandes puissances alliées en tant que conseiller personnel de Staline pour l'aviation. Tout le monde connaît la célèbre photo de Joseph Staline, Franklin Roosevelt, Winston Churchill et Sergueï Khudyakov (Armenak Khanferyants) debout derrière Staline.

Le nom du remarquable maréchal Khudyakov est inscrit en lettres d'or dans l'histoire de notre victoire dans la Grande Guerre patriotique. Il est devenu un symbole de la fierté de l'aviation soviétique. Mais pas pour les Azerbaïdjanais, qui ont détruit son monument dans le village de Mets Tagher, dans la région de Hadrut du Haut-Karabakh.

Dans ce contexte, le Conseil de coordination des organisations russo-arméniennes vous demande vivement, cher M. Poutine, en tant que dirigeant de la Russie, garant de la paix et de la sécurité dans le Haut-Karabakh, d'intervenir et d'influencer la partie azerbaïdjanaise pour qu'elle mette fin aux actes de barbarie et de vandalisme contre les monuments et les églises arméniens. Le riche patrimoine arménien unique du Karabakh (Artsakh), qui est le patrimoine de toute l'humanité, doit être sauvé et préservé pour la postérité !

Conseil de coordination des organisations russo-arméniennes

7-Le Courrier d'Erevan

11/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/la-premiere-eglise-orthodoxe-ete-ouverte-en-artsakh>

L'église de la Nativité est située dans un camp militaire russe près de Stepanakert.

Le lieutenant-général Rustam Muradov, commandant adjoint des troupes du

district militaire du Sud, et Gennady Anashkin, commandant du contingent russe de maintien de la paix en Artsakh, ont participé à la cérémonie.

« Malheureusement, aucune église russe n'a survécu en Artsakh. Toutes ont été détruites par les bolcheviks pendant les années soviétiques et, de ce fait, l'église orthodoxe russe construite en l'honneur de la Nativité acquiert une signification sacrée et historique », – Alexander Bodrov, président de la communauté russe de Stepanakert, a déclaré lors de la cérémonie.

Après l'ouverture de l'église, le premier service de prière y a eu lieu. La Promenade de la gloire russe y a également été inaugurée. Elle présente les bustes de dix personnalités de l'histoire et de la culture russes : Alexandre Nevsky, Denis Davydov, Mikhaïl Lermontov, Gavriil Derjavine, Alexandre Pouchkine, Nikolai Karamzine, Léon Tolstoï, Anton Tchekhov, Vassili Choukchine et Mikhaïl Cholokhov. Un monument à la mémoire d'un gardien de la paix a également été inauguré dans la ville ; le prototype était un participant réel à une mission de maintien de la paix.

8-Les Nouvelles d'Arménie

11/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85935

Le Luxembourg appelle à ne pas

approfondir les liens avec l'Azerbaïdjan

La Chambre des députés du Grand Duché de Luxembourg a voté le 10 novembre à l'unanimité une motion invitant le gouvernement « à ne pas soutenir l'approfondissement de la relation entre l'Azerbaïdjan et l'Union européenne tant que les prisonniers de guerre et civiles arméniens détenus en Azerbaïdjan (et pour lesquels la Cour européenne des Droits de l'homme avait décidé d'appliquer des mesures provisoires) se seront pas rapatriés.

Dans sa motion la Chambre des députés considère notamment que les actions de l'Azerbaïdjan ne correspondent pas aux valeurs et principes du programme « partenariat oriental » de l'UE et contredisent directement aux principes du droit international.

9-Les Nouvelles d'Arménie

11/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85934

L'UE appelle au strict respect du cessez-le-feu, à la libération immédiate de tous les prisonniers

de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan

« Cette semaine marque le premier anniversaire de la cessation des hostilités dans et autour du Haut-Karabagh suite à l'accord de cessez-le-feu signé par l'Arménie et l'Azerbaïdjan », a déclaré Peter Stano, porte-parole principal pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, dans le communiqué. "L'UE regrette les pertes de vies humaines infligées au cours de ces hostilités et présente ses condoléances aux familles de ceux qui ont été tués ou blessés. Si les hostilités ont cessé, de nombreuses questions en suspens doivent encore être abordées afin d'avancer vers un règlement négocié, global et durable. Nous appelons en particulier au strict respect du cessez-le-feu, à la libération immédiate de tous les prisonniers restants, à une coopération totale en matière de déminage et à la désescalade des tensions dans les zones frontalières.

L'UE reste déterminée à promouvoir un Sud-Caucase pacifique et prospère et s'emploie activement à contribuer à la consolidation de la paix et à la réhabilitation après les conflits. Elle a joué un rôle important dans la libération des prisonniers et la remise des cartes des champs de mines. L'UE a également soutenu les personnes touchées par le conflit en leur apportant une aide humanitaire de plus de 17 millions d'euros, notamment pour le déminage et le redressement rapide. L'UE est également prête à soutenir la désescalade et la délimitation des frontières en fournissant une assistance technique, selon les besoins des parties, et encourage la connectivité et la réouverture de la coopération économique dans le Sud-Caucase.

Pour l'avenir, un règlement global est nécessaire pour mettre fin à plus de trois décennies de conflit et de souffrance. Pour atteindre cet objectif, l'UE restera en contact actif avec les partenaires internationaux concernés, notamment les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, et les soutient pleinement dans l'exécution de leur mandat en travaillant avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan à une solution globale à toutes les questions en suspens." Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85915

Les Etats-Unis condamnent le meurtre d'un civil arménien du Karabakh

Le département d'État américain a condamné le meurtre d'un résident arménien de souche du Haut-Karabakh commis juste à l'extérieur de la ville de Shushi, contrôlée par l'Azerbaïdjan, lundi 8 novembre.

Martik Yeremian, 22 ans, a été abattu et trois autres agents des services publics ont été blessés alors qu'ils réparaient une conduite d'eau près de la route reliant le Karabakh à l'Arménie.

Le ministère russe de la Défense a confirmé mardi 9 novembre qu'ils ont été abattus « du côté azerbaïdjanais ». Il a déclaré que les forces de maintien de la paix russes stationnées au Karabakh enquêtent sur l'incident avec les responsables arméniens et azerbaïdjanais du Karabakh.

« Nous condamnons la violence qui a causé la mort d'un civil arménien », peut-on lire dans un communiqué publié sur la page Twitter du Bureau des affaires européennes et eurasiennes du Département d'État.

« Nous exhortons l'Arménie et l'Azerbaïdjan à intensifier leur engagement, notamment par l'intermédiaire des coprésidents du Groupe de Minsk, afin de résoudre toutes les questions en suspens liées au conflit [du Haut-Karabakh] ou en résultant », ajoute le communiqué.

Selon Gagik Poghosian, directeur du réseau d'eau et d'égouts du Karabakh, les quatre travailleurs réparaient une canalisation alimentant en eau un poste de maintien de la paix russe près de Shushi lorsqu'ils ont été abordés par un Azerbaïdjanais armé.

« Il a demandé ce qu'ils faisaient », a déclaré Poghosian au service arménien de RFE/RL. « Nos gars ont répondu qu'ils éliminaient les conséquences d'un accident, et il a immédiatement commencé à tirer ».

« C'est la route par laquelle des centaines de véhicules se rendent en Arménie et en reviennent chaque jour », a-t-il ajouté. « Nous y travaillons depuis des mois ».

Mardi, le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères n'a pas nié que les civils avaient été abattus par un militaire azerbaïdjanais. Mais il a imputé la responsabilité de la fusillade à la partie arménienne, affirmant que les travailleurs arméniens du Karabakh n'étaient pas escortés par des soldats russes et que l'incident a eu lieu pendant la visite du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à Chouchi.

« Un événement auquel assistaient le président azerbaïdjanais et d'autres hauts responsables s'est tenu à Chouchi, et des mesures de sécurité strictes sont prises dans de tels cas », a déclaré une porte-parole du ministère.

Les gouvernements d'Arménie et du Karabakh ont fermement condamné les fusillades.

« L'Azerbaïdjan tente de semer le désespoir en Artsakh afin que les gens choisissent de quitter l'Artsakh tandis que ceux qui sont prêts à revenir ne reviennent pas », a déclaré Davit Babayan, le ministre des Affaires étrangères du Karabakh.

Ces derniers mois, les autorités du Karabakh ont périodiquement accusé les troupes azerbaïdjanaises d'ouvrir le feu à l'aide d'armes légères sur les villes et villages du Karabakh situés pour la plupart à proximité de Shushi. Le mois dernier, un fermier arménien du Karabakh âgé de 55 ans a été abattu à l'extérieur de la ville de Martakert, dans le nord du Karabakh.

11-Le Point

10/11/2021

https://www.lepoint.fr/debats/arthur-chevallier-l-armenie--symbole-de-la-malhonnetete-de-l-europe-09-11-2021-2451411_2..php

Arthur Chevallier - L'Arménie, symbole de la malhonnêteté de l'Europe

Dans un texte salubre, Valérie Toranian rappelle l'Occident, si silencieux face à la tragédie au Haut-Karabakh, aux devoirs qu'il s'est lui-même assignés.

Par Arthur Chevallier

L'[Europe](#) a raison d'être prétentieuse. Si elle ne détient pas le monopole de la civilisation, elle fonde sa puissance sur une juste conscience de sa civilité. En quoi elle révèle une influence supérieure de la [France](#) sur l'[Allemagne](#). Cela étant,

depuis vingt ans, l'impérialisme russe retrouvé, le reflux américain avéré et l'explosion du Proche-Orient démontrent la précarité de son rang. L'Union européenne, même imparfaite, n'est pas une mauvaise idée, c'est même peut-être la seule capable de contenir la disparition de nations dépassées par le regain d'énergie de pays décidés à ne plus être infantilisés.

Les idées, soit les convictions, de l'Europe sont ses seuls bien non périssables. Voilà pourquoi elle ne doit pas faire « moins » de droits de l'homme, mais plus, toujours plus, jusqu'à la déraison, jusqu'au cynisme, quitte à ce que cela devienne la justification d'interventions dans les affaires du monde. Pour autant, et c'est le terme de sa logique, elle devrait se montrer intraitable envers qui y porte atteinte, être l'ultime bouclier contre la barbarie. Il y va de la poursuite de son empire, ou de sa disparition, faute de justification de son existence.

« Star Wars » contre Verdun

L'[Arménie](#) est l'évident symbole de la malhonnêteté de l'Europe. Dans un texte salubre, précis et courageux, paru dans la nouvelle collection Placards et libelles des Éditions du Cerf, Valérie Toranian rappelle l'Occident aux devoirs qu'elle s'est elle-même assignés. Depuis plus d'un an se joue la répétition morbide du génocide de 1915. L'[Azerbaïdjan](#), soutenu par la Turquie, envahit en septembre 2020 le Haut-Karabakh. À la tête de l'armée, des chevaliers dignes de leur suzerain Erdogan, une piétaille de caniveau, des mercenaires djihadistes syriens, irakiens et pakistanais. En comparaison de la puissance de la Turquie, deuxième armée de l'Otan, les forces arméniennes sont dérisoires. « Star Wars contre Verdun », écrit Toranian. Plus de quatre mille morts arméniens, un cessez-le-feu administré par la Russie et une invasion de l'Arménie plus tard, le Quai d'Orsay se déclare « neutre », quand l'Europe renvoie chacune des parties à leurs responsabilités. « Comme si on avait renvoyé dos à dos la Pologne et Hitler en 1939. »

Les débats relatifs à la légitimité sur le Haut-Karabakh sont d'une malhonnêteté confondante au regard du droit, d'une part, mais aussi de l'histoire. Du reste, il suffit de s'en remettre à l'*Encyclopédie de l'islam* (1975) pour constater que le Haut-Karabakh est « composé en majorité d'Arméniens, avec quelques Turcs azéris et chiites ». La guerre froide a empêché la Turquie d'accomplir son projet

d'extermination des Arméniens, laquelle précéderait bien entendu l'annexion de leur territoire afin de constituer l'empire dont Erdogan rêve aujourd'hui. À la démission des agences de l'ONU, lesquelles opposent une passivité incompréhensible au regard de leur objet, s'ajoute la cupidité. L'envoyé du Comité des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, l'Autrichien Eduard Lintner, surveille entre 2005 et 2013 les élections en Azerbaïdjan qu'il juge « aux normes » : dix-neuf virements azéris de 891 000 euros ; banni à vie du Conseil en 2018. L'Italien Luca Volontè, président du groupe PPE au Parlement européen entre 2010 et 2013, accusé d'avoir reçu plus d'un million et demi d'euros pour enterrer un rapport sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan. Quant à la France, les candidats à une nouvelle adaptation du *Tartuffe* ne manquent jamais, à commencer par les membres, dont certains députés qui prétendent défendre les chrétiens d'Orient, de l'AAA, l'Association des amis de l'Azerbaïdjan, institution dont on perçoit immédiatement la noblesse et le panache.

La domination est à la mode. Ou plutôt les dominés, « les victimes », écrit Valérie Toranian. Dominées par les hommes blancs, l'histoire, la morale et même la vie devraient être relues d'après la souffrance. Sans doute, et pourquoi pas ? C'est un fait incontestable qu'une des missions de la culture est de protéger ce - et ceux - que la nature a rendu vulnérable. Pour autant, cette rhétorique tient à condition d'être appliquée sans distinction. Pourquoi se préoccuper d'Arméniens exterminés ? Non parce qu'ils sont chrétiens, comme le laisse penser l'extrême droite, mais parce qu'ils sont nos frères en humanité. D'autant plus qu'ils sont les victimes d'une Turquie dont l'impérialisme meurtrier est un défi non seulement à l'Europe et à son influence, mais à son éthique. Laquelle, pour être crédible, doit être totale, c'est-à-dire impitoyable. Il n'y a d'universalisme qu'universel, sans quoi le principe disparaît au profit du prétexte.

Référence livre

Valérie Toranian, *L'Arménie, du sang sur nos mains*, Paris, Cerf, 2021.

*Arthur Chevallier est éditeur chez Passés composés. Son dernier livre, « Napoléon et le bonapartisme », est paru aux éditions Que sais-je ?. Il est commissaire de l'exposition « Napoléon » à la Grande Halle de la Villette.

<https://www.la-croix.com/Monde/Lhomme-perdu-guerre--Armenie-prestige-ebranle-premier-ministre-2021-11-10-1201184623>

« L'homme qui a perdu la guerre » : en Arménie, le prestige ébranlé du premier ministre

Analyse

Un an après la défaite de l'Arménie dans la guerre contre l'Azerbaïdjan, le premier ministre arménien Nikol Pashinian est toujours au pouvoir. Mais le héros de la révolution de 2018 fait désormais face à la désillusion d'une partie de la société.

- Fabrice Deprez

« *J'ai pris une décision extrêmement difficile, pour moi comme pour nous tous* » : le 10 novembre 2020, le premier ministre arménien Nikol Pashinian annonçait avec ces mots la signature d'un humiliant cessez-le-feu qui venait entériner, après 44 jours de guerre, l'écrasante défaite de l'[Arménie](#) contre l'[Azerbaïdjan](#). La déclaration semble alors sonner l'arrêt de mort politique de cet ancien journaliste, charismatique chef de l'opposition arménienne arrivé au pouvoir à la suite d'une révolution pacifique en 2018. Contre toute attente, Nikol Pashinian est pourtant un an plus tard toujours à la tête du pays. Mieux : son parti, « Contrat Civil », a remporté lors d'élections législatives anticipées au mois de juin, une large victoire assortie d'une majorité au parlement.

Impossible pourtant de minimiser le traumatisme que représente pour l'Arménie

la perte d'une majeure partie du Haut-Karabakh, cette région montagneuse d'Azerbaïdjan peuplée d'Arméniens et contrôlée depuis les années 1990 par des séparatistes arméniens. « *C'est l'événement le plus dévastateur dans la période de l'Arménie indépendante* », assure Karen Harutyunyan, rédacteur en chef du média arménien « [CivilNet](#) ».

Une partie de la société continue de le considérer comme un traître

Les appels au départ ont de fait très vite suivi la nouvelle du cessez-le-feu, et culminé au mois de février avec une demande de démission lancée par près de 40 officiers d'état-major. Nikol Pashinian avait alors dénoncé une « *tentative de coup d'État* ». Un an plus tard, une partie de l'opposition et de la société arménienne continue de dénoncer l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre, et de considérer le premier ministre comme un traître.

Derrière l'extraordinaire survie politique du chef de gouvernement se cache une profonde désillusion. « *La victoire de Pashinian [aux élections législatives, NDLR] tenait moins du soutien au pouvoir en place que du rejet de l'opposition* », note depuis Yerevan l'analyste Richard Giragosian, directeur du centre de réflexion « *Regional Studies Center* ». Une opposition éjectée du pouvoir en 2018, et encore largement vue comme corrompue par la société arménienne, qui s'est avérée incapable de capitaliser sur l'historique défaite de novembre 2020. Face à cette élite discréditée, Nikol Pashinian reste toujours vu comme un rempart par une partie importante de la société arménienne.

Mais si elle n'a pas fait chuter Nikol Pashinian, la « *guerre de 44 jours* » a profondément ébranlé le prestige du héros réformateur de la révolution de 2018. « *Il est devenu l'homme qui a perdu la guerre* », assène ainsi Karen Harutyunyan. Pour ce journaliste, le choc de la défaite a aussi transformé la manière dont le premier ministre exerce le pouvoir. « *Il avait l'habitude de faire régulièrement des rencontres avec les journalistes, mais il s'est renfermé après la guerre* », juge-t-il. « *Son cercle de conseillers et de personnes de confiance s'est réduit, confirme Richard Giragosian, il privilégie désormais la loyauté à la compétence.* »

Concentré sur la négociation d'un accord de paix

L'ancien journaliste qui, en 2018, arpentait le pays à pied, mégaphone en main, pour critiquer la corruption du pouvoir, s'est isolé face à la polarisation de la société arménienne. Plutôt que les réformes économiques ou anticorruption, le premier ministre se concentre aujourd'hui sur la négociation d'un véritable accord de paix avec l'Azerbaïdjan.

En prélude, les deux pays pourraient, d'après plusieurs médias locaux, s'entendre dans les semaines à venir sur le tracé de leur frontière commune - jamais officiellement définie depuis la chute de l'URSS - ainsi que sur le retour au pays des derniers prisonniers de guerre détenus par l'Azerbaïdjan. « *Il n'y aura pas de défaite tant que nous ne nous admettons pas défaites* », avait assuré Nikol Pashinian le 10 novembre 2020. La gestion des conséquences de la défaite pourrait pourtant représenter l'essentiel de l'héritage de l'ancien révolutionnaire.

13-France Inter

10/11/2021

<https://www.franceinter.fr/emissions/en-toute-subjectivite/en-toute--subjectivite-du-mercredi-10-novembre-2021>

Le Haut-Karabakh : un an après, la guerre oubliée

Avec Alexandre Devecchio

C'était, il y a tout juste un an : le 9 novembre 2020, après 44 jours de guerre contre l'Azerbaïdjan, l'Arménie perdait le Haut-Karabakh, son sanctuaire historique. Un an après, où en sommes-nous ?

Le bilan est tragique. La guerre a fait environ 4000 morts du côté arménien. La plupart des victimes avait moins de 20 ans. Les Azerbaïdjanais, armés par la Turquie, fort de leur supériorité technologique, ont écrasé leur adversaires utilisant des drones et même des bombes au phosphore proscrites par les conventions...

Aujourd'hui, dans les prisons de Bakou croupissent illégalement des dizaines de prisonniers de guerre. Ni les journalistes indépendants, ni l'Unesco, n'ont accès aux zones conquises par l'Azerbaïdjan. On y détruit les Eglises, les monastères, et les cimetières pour faire disparaître toute trace de présence chrétienne et arménienne.

Depuis quelques mois, les Azerbaïdjanais tentent même de grignoter du terrain multipliant les tirs et les incursions sur le territoire arménien (...)

(Emission à écouter en ligne)

14-Aleteia

09/11/2021

<https://fr.aleteia.org/2021/11/09/haut-karabakh-les-armeniens-doivent-cohabiter-->

Haut-Karabakh : « Les Arméniens doivent cohabiter avec un voisin qui souhaite leur anéantissement »

[Agnès Pinard Legry](#)

**Un an après la signature de l'accord de cessez-le-feu au Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la situation demeure extrêmement instable. "Les Arméniens ont vécu le plus grave traumatisme depuis le génocide de 1915", explique à Aleteia Tigrane Yégavian, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R).
Entretien.**

C'était il y a un an. Il a fallu trois tentatives de trêves pour qu'un cessez-le-feu soit conclu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans la nuit du 9 au 10 novembre 2020, après près d'un mois et demi de conflit dans l'enclave du Haut-Karabakh, peuplée et défendue par les Arméniens. « Les Arméniens ont perdu 5.000 jeunes militaires de la classe d'âge 18-25 ans, il y a plusieurs dizaines de milliers de blessés graves

et le territoire qu'ils contrôlaient en Artsakh a été amputé de 75% environ », détaille auprès d'Aleteia Tigrane Yégavian, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) et auteur de l'ouvrage [*Minorités d'Orient, les oubliés de l'Histoire*](#). « Ils doivent aujourd'hui s'habituer à cohabiter avec un voisin qui souhaite leur anéantissement. »

Aleteia : Un an après la signature de l'accord de cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, quelle est la situation au Haut-Karabakh ?

Tigrane Yégavian : Un an après le déclenchement de l'agression azérie, rien n'est réglé et la situation demeure extrêmement tendue sur le terrain. Certes l'Azerbaïdjan a remporté une victoire militaire sur le terrain en reprenant le contrôle sur les sept districts qui entouraient l'enclave arménienne, ainsi que la province de Hadrout et la ville ultra symbolique de Chuchi, l'ancienne capitale du Karabagh et réputée forteresse imprenable. En cela la République autoproclamée de l'Artsakh s'est retrouvée réduite à sa portion congrue. Mais elle continue d'exister grâce au concours de la Russie qui y déploie 2.000 soldats de maintien de la paix.

Depuis le mois de mai, l'armée azerbaïdjanaise a procédé à des incursions à divers points stratégiques du territoire souverain de la République d'Arménie, qu'elle occupe au mépris du droit international. Les Azéris exercent une pression maximale sur les populations civiles arméniennes de l'Artsakh via des coupures d'eau notamment, ainsi que sur les Arméniens des zones frontalières de la région du Siunik afin de les pousser au départ. Leur objectif premier vise à obtenir de l'Arménie un corridor au sud du pays pour relier leur territoire à celui de l'exclave du Nakhitchevan et la Turquie. Pour l'Arménie ce corridor signerait son arrêt de mort car elle se retrouverait coupée de l'Iran et complètement étranglée par les forces panturquistes.

Dans quel état d'esprit vivent les Arméniens ?

Les Arméniens ont vécu le plus grave traumatisme depuis le génocide de 1915. Ils ont perdu 5.000 jeunes militaires de la classe d'âge 18 -25 ans, il y a plusieurs dizaines de milliers de blessés graves et le territoire qu'ils contrôlaient en Artsakh a été amputé de 75% environ. Ils doivent aujourd'hui s'habituer à cohabiter avec un voisin qui souhaite leur anéantissement comme en témoigne les conséquences funestes de l'arménophobie érigée en doctrine d'État en Azerbaïdjan. Une haine de tout ce qui est Arménien qui n'est pas sans rappeler l'antisémitisme du siècle dernier en Europe centrale et orientale. Plusieurs centaines de prisonniers arméniens sont détenus illégalement en Azerbaïdjan et subissent moult sévices et tortures. Les Arméniens peinent à voir la fin du tunnel dans lequel ils sont plongés depuis un an car ils découvrent chaque jour à quel point les ils sont seuls et sans alliés fiables. Tout porte à croire que les blessures sont profondes et mettront du temps à cicatrizer. De la même façon que l'hypothèse d'une troisième guerre est hautement probable.

Quels sont les principaux défis auxquels doit faire face l'Arménie aujourd'hui pour assurer son avenir ?

Le premier défi est d'ordre sécuritaire et démographique. L'Arménie doit pouvoir être en mesure de garantir la sécurité de sa population dans les zones à portée de tirs azéris et faire tout ce qui est de son ressort pour permettre aux quelques 37.000 réfugiés artsakhiotes qui se trouvent encore en Arménie, de pouvoir rentrer chez eux. Le pays a souffert d'une grave saignée en plus de la profonde hémorragie démographique due à l'émigration massive qui a dépeuplé l'Arménie d'un gros tiers de sa population en trois décennies. Ce rapport de force démographique défavorable a eu raison de sa défaite, il constitue une sérieuse menace pour la pérennité de l'État. À moyen et long terme elle doit impérativement consolider son État. Cela passe par des réformes au sein des institutions régaliennes (Défense, Affaires étrangères...), nouer des alliances stratégiques avec des pays amis qui partagent les mêmes intérêts qu'elle (Inde, Iran...).

Quel rôle la France a-t-elle joué ? Ou à l'inverse n'a-t-elle pas joué ?

La France a été la seule puissance occidentale à clairement désigner l'agresseur azéri, le rôle de la Turquie qui a recruté des milliers de mercenaires islamistes syriens. Paris est néanmoins très soucieuse de préserver sa neutralité en sa qualité de co-présidente du groupe de Minsk de l'OSCE, en charge de la médiation pour parvenir à une résolution pacifique du conflit. Toutefois, nous avons eu une redite du « en même temps macronien ». Si le chef de l'État a assuré l'Arménie de son amitié et de sa solidarité, son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a fait preuve d'une attitude plus réservée s'abstenant de froisser l'Azerbaïdjan qui est un partenaire économique important.

Les Arméniens se sont nourris de faux espoirs en attendant une aide militaire de la France évoquée à demi-mot par le président Macron et qui n'est jamais venue. Ils ont besoin de la France pour desserrer l'emprise russe sur le pays. À ce jour, la relation franco-arménienne est davantage de l'ordre de la culture, des sentiments et de l'émotion que d'un partenariat digne de ce nom.

La France a-t-elle encore un quelconque rôle à jouer dans cette zone ?

La France ne considère pas le Caucase sud comme une zone traditionnelle où elle y a des intérêts. Ce qui ne l'empêche de jouer un rôle diplomatique constant. Son problème c'est qu'elle a perdu beaucoup en termes de crédibilité de par son alignement sur les États-Unis ce qui fait qu'elle est moins écoutée, tout au plus moins prise au sérieux. Une solution serait par exemple de porter une vraie vision et une approche plus nuancée dans la relation avec l'Azerbaïdjan où l'ambassadeur de France en poste pratique un lobbying déguisé au profit des intérêts du régime dictatorial de Bakou, se gardant bien de dénoncer l'inquiétante dérive autoritaire et les violations des droits de l'homme comme des libertés fondamentales.

Qu'en est-il du patrimoine chrétien menacé ?

Un rapport publié par le Défenseur des droits de l'Artsakh a alerté sur les risques de déculturation en général mais aussi de déculturation encourus par [le patrimoine arménien chrétien](#) dans les territoires passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Au total cela représente 1.456 monuments historiques et culturels arméniens menacés si rien n'est entrepris par l'Unesco pour les protéger. Parmi ces sites on recense 161 monastères et églises (dont certaines ont déjà été détruites), 345 pierres tombales historiques, 591 khatchkars (« pierres croix » arméniennes). Mais aussi 108 sanctuaires, 43 forteresses et 208 autres monuments dont les sites des fouilles archéologiques d'Azokh, Nor Karmiravan, Keren et Tigranakert, l'ancienne capitale de l'Arménie construite par le roi Tigraane II au Ier siècle d'avant notre ère.

Pour l'heure le monastère d'Amaras est resté in extremis sous contrôle arménien, mais on ne peut pas en dire de même du [monastère de Dadivank](#) qui est placé sous la protection des forces russes de maintien de la paix. Cela représente près d'un tiers des sites arméniens de l'Artsakh directement menacés de destruction si ce n'est pas déjà le cas.

Le Vatican a récemment inauguré une nonciature en Arménie. Le Vatican constitue-t-il un précieux soutien pour l'Arménie ?

Si le pape François nourrit de belles amitiés avec la communauté arménienne d'Argentine et attache une grande importance à poursuivre le rapprochement entre l'Église catholique romaine et l'Église arménienne apostolique, le Saint Siège a au cours des dernières années été la cible d'une opération de séduction de l'Azerbaïdjan dans le cadre de sa diplomatie du caviar. Le 4 mars dernier, la Commission pontificale pour l'archéologie sacrée et l'Azerbaïdjan ont signé un nouvel accord de coopération en vertu duquel Bakou s'est engagé à financer les frais de restauration des catacombes de Commidilla, au cœur de la capitale italienne. Depuis 2012, la fondation Heydar Aliev, dirigée par la première dame d'Azerbaïdjan et vice-présidente, Mehriban Alieva, a fait don de sommes non divulguées pour financer des travaux de restauration au Vatican, dont la réparation de la chapelle Sixtine. Pour rappel, en 2009, Bakou avait financé la restauration de deux vitraux de la cathédrale de Strasbourg (40.000 euros), suivie des églises de Saint-Paterne et de Réveillon dans la Sarthe. Les Azéris ont financé le chantier de la restauration des catacombes de San Marcelino et de Commodilla et d'une soixantaine d'autres églises, participé à des travaux de rénovation de la

basilique Saint-Pierre de Rome et la numérisation de manuscrits anciens de la bibliothèque apostolique.

Cette générosité tout intéressée, s'inscrit en droite ligne d'un des volets de la diplomatie du caviar, la promotion du dialogue interreligieux et interculturel. Retour d'ascenseur, les différentes déclarations publiques de membres de la Curie romaine, que ce soit le cardinal Leonardo Sandri, préfet de la Congrégation des Églises orientales, ou le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'Etat du Pape, vantent la tolérance religieuse de Bakou sans évoquer un seul mot sur la question des droits de l'Homme et de l'absence de démocratie.

15-Sciences et avenir

12/11/2021

https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/archeologie/-unesco-le-trafic-illicite-des-biens-culturels-est-un-fleau-mondial_159005

Unesco : "Le trafic illicite des biens culturels est un fléau mondial"

Par Bernadette Arnaud

Ce 14 novembre, l'Unesco organise, en partenariat avec l'Union européenne, une journée sur le "trafic illicite des biens culturels". Un trafic qui a atteint des proportions considérables, en particulier dans les zones touchées par des conflits armés ou des catastrophes naturelles et que la pandémie de Covid-19 n'a pas ralenti. Fléau souvent associé aux filières du crime organisé, il affecte toutes les régions du monde. En marge de cette conférence internationale, Sciences et Avenir a rencontré Lazare Eloundou-Assomo, directeur du programme Culture et situations d'urgence de l'Unesco.

...